



Assemblée générale

Distr. générale
10 juin 1997
Français
Original : anglais

Comité spécial chargé d'étudier la situation
en ce qui concerne l'application de la Déclaration
sur l'octroi de l'indépendance aux pays
et aux peuples coloniaux

Séminaires régionaux du Comité spécial

Rapport du Comité spécial

1. À sa quarante-sixième session, l'Assemblée générale a adopté la résolution 46/181 du 19 décembre 1991, intitulée «Décennie internationale de l'élimination du colonialisme», ainsi qu'un plan d'action visant à libérer le monde du colonialisme pour le début du XXI^e siècle, dans lequel, notamment, le Comité spécial était prié, durant la Décennie, d'organiser des séminaires tour à tour dans les Caraïbes et dans le Pacifique, ainsi qu'au Siège de l'Organisation des Nations Unies, pour évaluer les progrès réalisés dans la mise en oeuvre du plan d'action, avec la participation des peuples des territoires non autonomes, de leurs représentants élus, des puissances administrantes, des États Membres, des organisations régionales, des institutions spécialisées, d'organisations non gouvernementales et d'experts. Dans sa résolution 51/146 du 13 décembre 1996, l'Assemblée générale a approuvé le programme de travail du Comité spécial envisagé pour 1997, y compris, notamment, l'organisation d'un séminaire dans la région des Caraïbes auquel assisteraient les représentants de tous les territoires non autonomes.

2. Ces séminaires sont devenus un instrument important permettant au Comité spécial de s'acquitter efficacement de son mandat, vu en particulier que les trois puissances administrantes (États-Unis d'Amérique, France et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) n'apportent pas leur coopération officielle et que de ce fait le Comité spécial n'a pas accès aux territoires non autonomes. Cela étant, les

séminaires sont devenus le seul moyen disponible de déterminer les vues et les aspirations des populations de ces territoires.

3. Le Comité spécial a réaffirmé la position énoncée au paragraphe 2 ci-dessus lors des consultations qu'il a tenues en 1996 et 1997 avec le Royaume-Uni et les États-Unis. Comme suite à ces consultations, le 27 mars 1997, l'Assemblée générale a adopté la résolution 51/224 sans la mettre aux voix. Les alinéas et paragraphes pertinents de la section A de cette résolution se lisent comme suit :

«Sachant que l'envoi de missions de visite des Nations Unies constitue un moyen efficace d'évaluer la situation dans les territoires et estimant qu'il convient de maintenir à l'étude la possibilité d'envoyer, en temps opportun et en consultation avec les puissances administrantes, d'autres missions de visite dans ces territoires,

Notant que le Comité spécial a organisé à Port Moresby, du 12 au 14 juin 1996, un Séminaire régional pour le Pacifique en vue d'examiner la situation des territoires non autonomes, en particulier leur évolution politique sur la voie de l'autodétermination d'ici à l'an 2000,

Sachant que pour que le Comité spécial comprenne mieux la situation politique des populations des

territoires, et pour qu'il puisse s'acquitter efficacement de son mandat, il est important qu'il soit tenu informé par les puissances administrantes et qu'il reçoive des renseignements d'autres sources appropriées en ce qui concerne les vœux et les aspirations des peuples des territoires,

Sachant également qu'à cet égard le Comité spécial considère que l'organisation de séminaires régionaux dans la région des Caraïbes et la région du Pacifique et au Siège ou en tout autre lieu, avec la participation active de représentants des territoires non autonomes, est pour lui un bon moyen de s'acquitter de son mandat, tout en reconnaissant la nécessité de revoir le rôle de ces séminaires dans le cadre d'un programme de l'Organisation des Nations Unies visant à établir le statut politique des territoires,

Sachant en outre que certains territoires n'ont pas reçu de missions de visite des Nations Unies depuis longtemps,

...

Souligne qu'il importe que le Comité spécial soit informé des vues et des vœux des populations de ces territoires et comprenne mieux leur situation (par. 5);

Réaffirme que les missions de visite des Nations Unies dans les territoires, en temps opportun et en consultation avec la Puissance administrante, constituent un moyen efficace de connaître la situation dans les territoires, et prie les puissances administrantes et les représentants élus des populations des territoires d'aider le Comité spécial dans ce domaine (par. 6).»

4. Le Bureau des services de contrôle interne a présenté à l'Assemblée générale un rapport sur la question des séminaires du Comité spécial (A/51/486), que le Comité spécial a examiné à sa 1467^e séance, le 24 février 1997. Sur l'invitation du Comité spécial, le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a participé à la séance.

5. On trouvera ci-après le résumé des vues exprimées par les membres du Comité spécial :

a) Par son rapport (A/51/486), le Bureau des services de contrôle interne a outrepassé son mandat, qui avait été énoncé par l'Assemblée générale dans sa résolution 48/218 B du 29 juillet 1994, en se prononçant sur des questions de politique qui relèvent de la prérogative des États Membres;

b) Le rapport présente un jugement politique inapproprié de la part du Bureau, surtout dans la mesure où

il met en question le mandat de décolonisation du Comité tel que l'a approuvé l'Assemblée générale;

c) Au niveau politique, le Bureau n'a pas compétence pour porter des jugements sur les conclusions et recommandations contenues dans le document d'un organe intergouvernemental ni pour en déterminer l'utilité;

d) En concluant dans ce rapport que la participation de représentants des territoires non autonomes aux séminaires était très faible, le Bureau a fait une erreur de jugement et a manqué de profondeur dans son analyse. Comme toutes les parties intéressées le savent bien, les séminaires sont organisés parce que les puissances administrantes refusent de coopérer avec le Comité spécial et découragent les représentants des territoires non autonomes administrés par elles d'y participer. De l'avis du Comité spécial, les séminaires restent la seule solution qui lui reste pour s'acquitter efficacement de sa tâche de décolonisation;

e) Il est essentiel que le Bureau s'en tienne strictement à son mandat, consulte le Comité spécial au cours du processus d'enquête, et présente un rapport équilibré pour assurer qu'un tel instrument ne sera pas utilisé pour ternir l'image de l'Organisation des Nations Unies et ses nobles réalisations, universellement reconnues, dans le domaine de la décolonisation.

6. Le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne a fait une déclaration à la séance en question. Il a également adressé au Président du Comité spécial une lettre datée du 14 mars 1997 (voir annexe) qui reprend les vues exprimées dans sa déclaration.

Conclusions

7. Les séminaires continuent de représenter un instrument important et efficace permettant au Comité spécial de s'acquitter de son mandat.

8. Le Comité spécial estime que l'enquête menée par le Bureau des services de contrôle interne et le rapport présenté par celui-ci outrepassent son mandat, et que les conclusions qui y figurent sont dénuées d'objectivité et injustifiées. Il n'y a eu ni utilisation malavisée ni mauvaise gestion de fonds, et le Bureau aurait dû se limiter à cet aspect.

9. Le Comité spécial poursuivra son dialogue avec les puissances administrantes aux fins de s'assurer leur pleine coopération, en particulier pour ce qui est de faciliter les missions de visite des Nations Unies dans les territoires non autonomes, et serait par conséquent disposé à revoir le rôle des séminaires régionaux.

10. À la suite des efforts soutenus du Comité spécial, en particulier ceux visant à faire parvenir son message aux

populations et aux gouvernements des territoires non autonomes, des participants de huit territoires non autonomes, y compris des représentants élus, ont participé au séminaire régional pour les Caraïbes qui s'est tenu cette année.

11. Le Comité spécial est heureux de voir que ses travaux bénéficient de l'approbation et de l'appui du Mouvement des pays non alignés, appui qui a été réaffirmé par la Conférence ministérielle du Mouvement des pays non alignés tenue à New Delhi en avril 1997, et par la décision du Président du Mouvement d'envoyer un représentant participer au Séminaire régional pour les Caraïbes tenu à Saint-Jean (Antigua-et-Barbuda) du 21 au 23 mai 1997 (voir A/AC.109/2089).

Annexe

Lettre datée du 14 mars 1997, adressée au Président du Comité spécial par le Secrétaire général adjoint aux services de contrôle interne

À la séance du Comité spécial tenue le 24 février, à laquelle le Comité a examiné le rapport du Bureau des services de contrôle interne sur l'enquête relative aux séminaires organisés concernant les territoires non autonomes (A/51/486), un certain nombre de délégations ont exprimé de graves préoccupations à ce sujet. J'ai conclu de cet examen que peut-être le Bureau, qui est un service non organique, n'avait pas très bien expliqué les intentions, les raisons et les objectifs qui l'avaient amené à accepter de mener cette enquête à la demande du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques.

Entre-temps, j'ai étudié soigneusement les interventions faites par les délégations à la séance du 24 février et je souhaiterais ajouter quelques réflexions et observations à la réponse préliminaire que j'ai faite directement et oralement devant le Comité.

La raison pour laquelle le Bureau des services de contrôle interne a été créé était, notamment, de démontrer à l'opinion publique mondiale que l'Organisation des Nations Unies tenait très sérieusement à utiliser ses ressources limitées de façon efficace et rentable. À cette fin, l'Assemblée générale a adopté la résolution 48/218 B du 29 juillet 1994 donnant au Bureau un mandat couvrant les ressources et le personnel de l'Organisation. Comme suite à cette décision, le Secrétaire général, lorsqu'il a établi le Bureau, l'a habilité à enquêter sur les opérations de l'Organisation dans la mesure où elles affectent les problèmes d'effectifs, le financement et les autres ressources de l'ONU, de même que sur les allégations faisant état de violations des règles, directives et instructions administratives. En fait, lors de notre session officieuse, une délégation a demandé pourquoi l'étude en question avait été menée dans le cadre d'une enquête plutôt que sous une autre forme. On trouve la réponse dans la résolution 48/218 B : le Bureau des services de contrôle interne est habilité à «prendre toute mesure qu'il juge nécessaire à l'exercice de ses fonctions, ainsi qu'à faire connaître les résultats obtenus».

Il me faut donc contester l'observation faite par certaines délégations, selon laquelle cette enquête du Bureau contrevient gravement aux instructions ou outrepassé les limites énoncées par la résolution 48/218 B. Cela n'était certes pas l'intention du Bureau. Nous sommes pleinement

conscients du caractère délicat de la question, comme le prouve le libellé circonspect et réfléchi de la recommandation que nous avons faite, demandant au Comité d'expliquer au public que les séminaires ont leur raison d'être et continuent d'être utiles.

Je tiens également à souligner officiellement que nulle part dans le rapport le Bureau ne remet en question le mandat des États Membres ni ne porte de jugement sur la question politique sous-jacente, qui relève effectivement entièrement de l'autorité des organes délibérants.

La seule question, extrêmement précise, sur laquelle le Bureau entendait donner son avis était de tirer le meilleur parti possible des ressources concernant les séminaires. Ce faisant, nous ne suggérons pas, comme certaines délégations semblent le laisser entendre, qu'il faudrait à l'avenir laisser de côté la question extrêmement importante de la décolonisation.

Bref, tout en étant convaincu que la résolution, de même que le bulletin du Secrétaire général qui l'a suivi (ST/SGB/273 du 7 septembre 1994), nous donne l'autorisation de procéder à une enquête sur les séminaires, j'ai également pris en compte les très fortes réserves exprimées si éloquemment à la séance. En tant que telles, le Bureau a dûment tenu compte des préoccupations des membres du Comité. Je tiens à vous assurer et, par votre intermédiaire, assurer le Comité, que le Bureau des services de contrôle interne sait gré aux représentants du temps et des réflexions qu'ils ont consacrés à cette question, et que le Bureau gardera à l'esprit leurs préoccupations dans ses travaux futurs. Nombreux sont les sujets et rapports que l'on a demandé au Bureau d'examiner au nom de ses clients qui, à mon avis, soulèvent des questions importantes pour l'ONU sans soulever les sujets de préoccupation que les membres du Comité nous ont signalés ici. Les obligations et les responsabilités qu'a le Bureau de s'acquitter de son rôle de contrôle interne de façon judicieuse, transparente et responsable revêtent pour moi une importance primordiale.

Sachant que nous tous avons à coeur les meilleurs intérêts de l'Organisation, je me tiens à votre disposition pour le cas où le Comité déciderait de poursuivre le débat sur le rapport ou sur des questions connexes.

(Signé) Karl Th. Paschke